

Mémorial  **Memorial**
du des
Grand-Duché de Luxembourg. **Großherzogtums Luxemburg.**

Samedi, 10 mars 1934.

N^o 13.

Samstag, 10. März 1934.

Arrêté grand-ducal du 2 mars 1934, modifiant le tableau annexé à l'arrêté grand-ducal du 16 mars 1927, concernant la circonscription des contrôles et des bureaux de recette de la Douane.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc. ;

Revu Notre arrêté du 16 mars 1927, concernant la circonscription des contrôles et des bureaux de recette de la douane (*Mémorial* 1927, n^o 15, page 233) ;

Vu l'art. 27 de la loi du 16 janvier 1866, concernant l'organisation du Conseil d'Etat, et considérant qu'il y a urgence ;

Sur le rapport de Notre Directeur général des finances, et après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. Le tableau annexé à Notre arrêté précité du 16 mars 1927 est modifié comme suit :

Dans la colonne 2 (Sièges des brigades) le mot « Dudelange » est remplacé par les mots :

« Dudelange-Nord
Dudelange-Sud ».

Art. 2. Notre Directeur général des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Château de Berg, le 2 mars 1934.

Charlotte.

Le Directeur général des finances,

P. Dupong.

Arrêté grand-ducal du 5 mars 1934, complétant l'art. 15 de l'arrêté grand-ducal du 20 avril 1933, portant organisation productive de l'assistance aux chômeurs.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc. ;

Vu l'arrêté grand-ducal du 20 avril 1933, portant organisation productive de l'assistance aux chômeurs ;

Vu la loi du 6 août 1921, concernant la partici-

Großh. Beschluß vom 5. März 1934, wodurch der Art. 15 des Großh. Beschlusses vom 20. April 1933, über die werkschaffende Gestaltung der Arbeitslosenfürsorge, ergänzt wird.

Wir Charlotte, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc. ;

Nach Einsicht des Großh. Beschlusses vom 20. April 1933, über die werkschaffende Gestaltung der Arbeitslosenfürsorge ;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 6. August 1921,

pation financière des communes, des patrons et des ouvriers dans l'allocation des secours de chômage ;

Vu les arrêtés grand-ducaux des 6 août 1921 et 5 janvier 1931 portant réglementation des secours de chômage ;

Vu l'art. 27 de la loi du 16 janvier 1866, sur l'organisation du Conseil d'Etat, et considérant qu'il y a urgence ;

Sur le rapport de Notre Directeur général du travail et de la prévoyance sociale, et après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. L'art. 15 de l'arrêté grand-ducal du 20 avril 1933 précité est complété par l'ajoute suivante :

« Il pourra en outre accorder des subsides, dans les conditions particulières à déterminer par le Directeur général compétent, pour l'éducation et la rééducation professionnelle dans les branches économiques dépourvues d'une main-d'œuvre nationale suffisante. »

Art. 2. Notre Directeur général du travail et de la prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Luxembourg, le 5 mars 1934.

Charlotte.

*Le Directeur général du travail
et de la prévoyance sociale,
P. Dupong.*

Arrêté du 8 mars 1934, concernant le relèvement des blés panifiables (froment, méteil, seigle) en stock auprès des producteurs de blés à la date du 15 mars 1934.

Le Gouvernement en Conseil,

Vu l'arrêté grand-ducal du 31 janvier 1930, sur la mouture obligatoire des blés indigènes ;

Vu l'arrêté du 8 février 1930, pris en exécution de l'arrêté grand-ducal prémentionné, modifié par les arrêtés du 4 octobre 1932 et du 2 septembre 1933 ;

betreffend die finanzielle Beteiligung der Gemeinden, der Arbeitgeber und Arbeitnehmer an den Arbeitslosenunterstützungen ;

Nach Einsicht der Großh. Beschlüsse vom 6. August 1921 und 5. Januar 1931 betreffend die gesetzliche Regelung der Arbeitslosenunterstützungen ;

Nach Einsicht von Art. 27 des Gesetzes vom 16. Januar 1866, über die Einrichtung des Staatsrates, und in Anbetracht der Dringlichkeit ;

Auf den Bericht Unseres General-Direktors der Arbeit und der sozialen Fürsorge, und nach Beratung der Regierung im Konseil ;

Saben beschloffen und beschließen :

Art. 1. Der Art. 15 des obenerwähnten Großh. Beschlusses vom 20. April 1933 wird durch folgenden Zusatz ergänzt :

„ Ferner kann die Regierung, unter den vom zuständigen General-Direktor festzusetzenden besonderen Bedingungen, Subsidien gewähren für die Berufsschulung und Umschulung von Arbeitern der Wirtschaftszweige, in denen keine genügenden inländischen Arbeitskräfte vorhanden sind. “

Art. 2. Unser General-Direktor der Arbeit und der sozialen Fürsorge ist mit der Ausführung dieses Beschlusses beauftragt.

Luxemburg, den 5. März 1934.

Charlotte.

*Der General-Direktor der Arbeit
und der sozialen Fürsorge,
P. Dupong.*

Beschluß vom 8. März 1934, betr. die Erhebung der am 15. März 1934 bei den Getreideproduzenten lagernden Vorräte an Brotgetreide (Weizen, Mischler, Roggen).

Die Regierung im Konseil,

Nach Einsicht des Großh. Beschlusses vom 31. Januar 1930, betr. den Vermahlungszwang von Inlandsgetreide ;

Nach Einsicht des Beschlusses vom 8. Februar 1930, in Ausführung des vorerwähnten Großh. Beschlusses, abgeändert durch die Beschlüsse vom 4. Oktober 1932 und 2. September 1933 ;

Considérant qu'il est indiqué de procéder à un relèvement des blés panifiables (froment, méteil, seigle) se trouvant encore en stock auprès des producteurs de blés et provenant de leur propre récolte, en vue d'adapter à la situation actuelle du marché des blés indigènes les taux de mouture et de mélange fixés par l'arrêté du 2 septembre 1933 et de garantir l'utilisation intégrale des blés panifiables de la récolte de l'année écoulée avant la rentrée de la récolte de l'année en cours.

Arrête :

Art. 1^{er}. Les producteurs de blés qui, à la date du 15 mars 1934 détiennent encore des provisions de blés panifiables (froment, méteil, seigle) provenant de leur propre récolte et destinés à être vendus ou à être échangés contre de la farine ou du pain, sont obligés d'en faire la déclaration au secrétariat communal de leur domicile dans le délai de cinq jours.

Ces déclarations sont à inscrire par les soins du secrétariat communal, par ordre alphabétique, avec indication des nom, prénoms et du domicile du déclarant, de la quantité de blé, séparément pour le froment, le méteil et le seigle, dans un relevé qui devra être adressé à la Commission du blé, 3, avenue de la Liberté, Luxembourg, au plus tard le 25 mars 1934.

Le relevé sera muni du visa du collège échevinal.

Les provisions de blés qui n'auraient pas été déclarées, ou qui n'auraient pas été déclarées dans le délai prévu, auprès de la Commission du blé, ne seront plus reconnues comme blés indigènes destinés à être incorporés dans les blés et farines importés.

Art. 2. Le présent arrêté sera publié au *Mémorial*.

Il sera en outre affiché, par les soins des administrations communales, dans toutes les communes et sections de communes du pays, le dimanche, 11 mars 1934.

Luxembourg, le 8 mars 1934.

Les Membres du Gouvernement,

**Jos. Bech,
Norb. Dumont,
P. Dupong,
Et. Schmit.**

In Erwägung, daß es angezeigt ist, eine Erhebung der bei den Getreideproduzenten noch lagernden Vorräte an Brotgetreide (Weizen, Mischler, Roggen) eigener Ernte vorzunehmen, um die durch Beschluß vom 2. September 1933 festgesetzten Beimischungsquoten der gegenwärtigen Marktlage anzupassen und die restlose Verwertung des Brotgetreides lehtjähriger Ernte vor Einbringung der diesjährigen Ernte zu gewährleisten;

B e s c h l i e ß t :

Art. 1. Getreideproduzenten, die am 15. März 1934 noch Brotgetreide (Weizen, Mischler, Roggen) eigener Ernte auf Lager haben, sind verpflichtet, die noch vorhandenen Mengen, welche für den Verkauf oder den Umtausch gegen Mehl oder Brot bestimmt sind, innerhalb fünf Tagen auf dem Gemeindefekretariat ihres Wohnsitzes anzumelden.

Diese Anmeldungen sind von dem Gemeindefekretariate in alphabetischer Reihenfolge, unter Angabe der Namen und Vornamen, sowie des Wohnsitzes des Deklaranten, der Menge des Getreides, getrennt für Weizen, Mischler und Roggen, in eine Sammeliste einzutragen, welche spätestens am 25. März 1934 an die Getreidekommission, Freiheitsavenue, 3, Luxemburg, einzureichen ist.

Die Liste muß das Bism des Schöffenskollegiums tragen.

Brotgetreidevorräte, die nicht, oder nicht innerhalb der vorgesehenen Frist, bei der Getreidekommission zur Anmeldung gelangen, werden nicht mehr als Inlandsgetreide, das zur Mischung mit eingeführtem Getreide und Mehl dient, anerkannt.

Art. 2. Dieser Beschluß soll im „*Mémorial*“ veröffentlicht werden.

Außerdem ist er von den Gemeindefektionen in allen Gemeinden und Gemeindefektionen des Landes am Sonntag, den 11. März 1934, öffentlich anzuschlagen.

Luxembourg, den 8. März 1934.

Die Mitglieder der Regierung,

**Jos. Bech,
Norb. Dumont,
P. Dupong,
Et. Schmit.**

Arrêté du 1^{er} mars 1934, concernant le tarif des douanes.

Le Directeur général des finances,

Vu les art. 4 et 5, al. 2 de la Convention du 25 juillet 1921, établissant une union économique entre le Grand-Duché et la Belgique ;

Vu l'Accord commercial provisoire du 5 décembre 1933 entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la Nouvelle-Zélande ;

Vu l'arrêté royal belge du 16 février 1934, concernant le tarif des douanes ;

Vu l'arrêté ministériel belge du même jour, concernant le tarif des douanes ;

Après délibération du Gouvernement en Conseil :

Arrête :

Article unique. L'Accord commercial provisoire du 5 décembre 1933, l'arrêté royal belge et l'arrêté ministériel belge du 16 février 1934, précités, seront publiés au *Mémorial* pour être exécutés et observés au Grand-Duché à partir de leur mise en vigueur en Belgique.

Luxembourg, le 1^{er} mars 1934.

Le Directeur général des finances,

P. Dupong.

— —

Accord commercial provisoire entre l'Union Economique belgo-luxembourgeoise et la Nouvelle-Zélande.

—

A la date du 5 décembre 1933, a été conclu à Wellington, par voie d'échange de lettres, un accord commercial provisoire entre l'Union Economique belgo-luxembourgeoise et la Nouvelle-Zélande.

Le texte des lettres échangées à cette occasion et de leurs annexes se trouve reproduit ci-après :

(Traduction.)

—

Douanes
22/437.3

DOMINION DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE.

—

Bureau de Premier Ministre.

—

Wellington, le 5 décembre 1933.

Monsieur le Consul,

J'ai l'honneur de vous informer qu'en attendant la conclusion d'un traité de commerce et de navigation entre l'Union Economique belgo-luxembourgeoise et la Nouvelle-Zélande, le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande : 1^o accordera à l'Union Economique belgo-luxembourgeoise, en matière de commerce, de douanes et de navigation, le même traitement que celui qui est ou pourrait être accordé à la nation étrangère la plus favorisée, et 2^o admettra à l'entrée en Nouvelle-Zélande les produits du sol ou de l'industrie de l'Union Economique belgo-luxembourgeoise, énumérés dans la première annexe à la présente lettre, à des droits ne dépassant pas ceux qui sont indiqués dans cette annexe, à la condition que l'Union Economique belgo-luxembourgeoise : 1^o accorde à la Nouvelle-Zélande, en matière de commerce, de douanes et de navigation, le même traitement que celui qui est ou pourrait être accordé à la nation étrangère la plus favorisée, et 2^o admette à l'entrée dans l'Union Economique belgo-luxembourgeoise les produits du sol ou de l'industrie de la Nouvelle-Zélande, énumérés dans la deuxième annexe à la présente lettre, à des droits ne dépassant pas ceux qui sont indiqués dans cette annexe.

Il est entendu que l'expression « nation étrangère » lorsqu'elle se rapporte à la Nouvelle-Zélande, désigne un pays ne faisant pas partie du Commonwealth des nations britanniques ou un territoire autre que ceux

qui sont placés sous la protection ou la souveraineté britanniques, ou que les territoires sous mandat, lorsque ce mandat est exercé par le Gouvernement d'une partie du Commonwealth des nations britanniques.

Il est entendu, en outre, que le régime indiqué ci-dessus restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à dater du jour où l'un des deux Gouvernements aura notifié à l'autre son intention de dénoncer l'accord.

J'ai l'honneur, etc.

A Monsieur Armand Nihotte,
Consul de Belgique en Nouvelle-Zélande,
à Wellington.

G. W. Forbes,
Premier Ministre.

—
(Traduction.)
—

Wellington, le 5 décembre 1933.

Monsieur le Premier Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser la réception de votre lettre du 5 de ce mois, relative au traitement à accorder par le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande à l'Union Economique belgo-luxembourgeoise en matière de commerce, de douanes et de navigation ainsi qu'en matière de droits à appliquer à certains produits du sol ou de l'industrie de l'Union Economique belgo-luxembourgeoise et de la Nouvelle-Zélande, en attendant la conclusion d'un traité de commerce et de navigation entre la Nouvelle-Zélande et l'Union Economique belgo-luxembourgeoise.

Conformément aux instructions de mon Gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire savoir que l'Union Economique belgo-luxembourgeoise de son côté : 1^o accordera à la Nouvelle-Zélande en matière de commerce, de douanes et de navigation, le même traitements que celui qui est ou pourrait être accordé à la nation étrangère la plus favorisée, et : 2^o admettra à l'entrée dans l'Union Economique belgo-luxembourgeoise les produits du sol ou de l'industrie de la Nouvelle-Zélande, énumérés dans la deuxième annexe à la présente lettre, à des droits ne dépassant pas ceux qui sont indiqués dans cette annexe, à condition que le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande : 1^o accorde à l'Union Economique belgo-luxembourgeoise le même traitement en matière de commerce, de douanes et de navigation que celui qui est ou pourrait être accordé à la nation étrangère la plus favorisée, et 2^o admette à l'entrée en Nouvelle-Zélande les produits du sol ou de l'industrie de l'Union Economique belgo-luxembourgeoise énumérés dans la première annexe à la présente lettre, à des droits ne dépassant pas ceux qui sont indiqués dans cette annexe.

Il est entendu que l'expression « nation étrangère » lorsqu'elle se rapporte à la Nouvelle-Zélande désigne un pays ne faisant pas partie du Commonwealth des Nations Britanniques, ou un territoire autre que ceux qui sont placés sous la protection ou la souveraineté britanniques, ou que les territoires sous mandat, lorsque ce mandat est exercé par le Gouvernement d'un pays appartenant au Commonwealth des Nations Britanniques.

Il est entendu, en outre, que le régime indiqué ci-dessus restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à dater du jour où l'un des deux Gouvernements aura notifié à l'autre son intention de dénoncer l'accord.

J'ai l'honneur, etc.

The Rt. Hon. W. Forbes,
Premier Ministre de Nouvelle-Zélande,
Wellington, Nouvelle-Zélande.

A. Nihotte,
Consul de Belgique en Nouvelle-Zélande.

122

(Traduction.)

—
Première Annexe.

.....
—
(Traduction.)

—
Deuxième Annexe.

Numéro du tarif de l'Union Economique belgo-luxem- bourgeoise.	Désignation des marchandises.	Droits applicables dans l'Union Economique belgo-luxembourgeoise aux produits du sol ou de l'industrie de la Nouvelle-Zélande.
Ex 10	Fromages : <i>b</i>) Fermentés : 1. Du type Cheddar	72 francs aux 100 kg. (poids net).
Ex 15	Graisses provenant d'animaux des espèces bovine, ovine et caprine : <i>b</i>) A usage Industriel	Exemptes.
22	Peaux brutes.....	Exemptes.
Ex 25	Laines : <i>a</i>) En suint ou non complètement désuintées.	Exemptes.
Ex 95	Pommes : <i>a</i>) Fraîches : 2. Importées en caisses ou barils d'un poids supérieur à 15 kg. (poids résultant de la pesée cumulée du contenant et du contenu) pendant la période 1 ^{er} avril au 31 août, ces deux jours inclus.	25 francs aux 100 kg. (poids brut).
Ex 114	Matières textiles non dénommées : Phormium tenax ou chanvre de la Nouvelle-Zélande.	Exempt.
Ex 562	Fils de phormium tenax (chanvres de la Nouvelle-Zélande).	10 francs aux 100 kg. (poids brut).

L'accord est entré en vigueur le 16 décembre 1933.

Arrêté royal belge du 16 février 1934, concernant le tarif des douanes.

Vu l'article 11, § 2, de la loi du 18 mars 1932 (1), conçu comme suit :

« Le Gouvernement fixera la date de l'entrée en vigueur des dispositions qui, dans le tableau des droits inséré à la suite de l'article 1^{er}, se rapportent à la position n° 95 » ;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article unique, § 1^{er}. Les dispositions qui, dans le tableau inséré à la suite de l'article 1^{er} de la loi précitée, se rapportent à la position n° 95 (pommes) entreront en vigueur à partir du 1^{er} mars 1934.

§ 2. Sous réserve des clauses résultant d'accords commerciaux, les taux prévus par les dispositions prérappelées sont passibles du décime et demi additionnel fixé par la loi du 23 mars 1932. (2)

Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

(1) *Mémorial* de 1932, page 190.

(2) *Mémorial* de 1932, page 197.

Arrêté ministériel belge de 16 février 1934, concernant le tarif des douanes.

Vu le renvoi (1) à la position n° 95 figurant au tableau des droits inséré à la suite de l'article 1^{er} de la loi du 18 mars 1932 (1), autorisant le Ministre des Finances à apporter, en ce qui concerne la position n° 95a1, des aménagements en rapport avec les modifications introduites sous les n°s 95a 2 et 3 par la loi précitée ;

Vu l'accord commercial provisoire conclu entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la Nouvelle-Zélande (2) ;

Vu l'arrêté royal de ce jour concernant le régime douanier applicable aux pommes,

Arrête :

Article unique, § 1^{er}. La position n° 95a1 du tarif des douanes est aménagée ainsi qu'il suit :

95 Pommes :	Base	Droits d'entrée		Coefficient de majoration	
		Quotité Tarif maximum	Tarif minimum		
		Fr.	c.	Fr.	c.
a) Fraîches :					
1. Importées en caisses, caissettes, barils, boîtes, paniers ou autres emballages d'un poids (*) :					
A. De 15 kilogrammes ou moins	100 kil.	300	—	100	—
B. De plus de 15 kilogrammes sans dépasser 20 kilogrammes :					
I. Du 1 ^{er} avril au 31 août	100 kil.	300	—	5	—
II. Du 1 ^{er} septembre au 31 mars	100 kil.	300	—	100	—

§ 2. Les taux figurant sous les n°s 95a1 A, et 95a1 B II, sont passibles du décime et demi additionne (3) fixé par la loi du 23 mars 1932.

Le présent arrêté entrera en vigueur le 1^{er} mars 1934.

(1) *Mémorial* de 1932, page 190.

(2) Voir plus haut.

(*) Poids résultant de la pesée cumulée du contenant et du contenu.

(3) *Mémorial* de 1932, page 197.

Avis. — Titres au porteur. — Suivant notification des intéressés en date du 2 mars 1934, mainlevée pure et simple, entière et définitive a été donnée de l'opposition formulée par exploit de l'huissier P. Konz à Luxembourg en date du 24 juin 1932, au paiement du capital et des intérêts des obligations de l'emprunt grand-ducal 4½% 1919 Lit. C à 1.000 fr. n° 10742 et 10744.

Le présent avis est inséré au *Mémorial* en exécution de l'art. 22 de la loi du 16 mai 1891, concernant la perte de titres au porteur. — 3 mars 1934.

Avis. — Titres au porteur. — Il résulte d'un exploit de l'huissier P. Konz à Luxembourg, en date du 6 mars 1934, qu'il a été fait opposition au paiement du capital et des intérêts d'une part sociale sans désignation de valeur des Aciéries Réunies de Burbach-Eich-Dudelange portant le n° 197832.

L'opposant prétend que le titre en question a été perdu ou volé.

Le présent avis est inséré au *Mémorial* en exécution de l'art. 4 de la loi du 16 mai 1891 concernant la perte des titres au porteur. — 7 mars 1934.

Arrêté du 27 février 1934, portant application du règlement du 13 août 1915, sur le service des femmes dans les hôtels et cabarets, à la commune de Schuttrange.

*Le Directeur général de la justice
et de l'intérieur,*

Vu l'art. 9 de l'arrêté grand-ducal du 13 août 1915, portant règlement du service des femmes dans les hôtels et cabarets ;

Vu l'avis du Parquet général ;

Arrête :

Art. 1^{er}. Les art. 1 à 6 de l'arrêté susdit sont applicables à la commune de Schuttrange.

Les hôteliers et cabaretiers établis dans cette commune jouiront à partir de la publication du présent arrêté, du délai d'un mois pour se conformer, s'il y échet, aux dispositions précitées.

Art. 2. Une expédition du présent arrêté sera adressée à M. le Procureur général d'Etat, pour information, et à M. le Commissaire de district à Luxembourg, aux fins de notification à la commune intéressée.

Luxembourg, le 27 février 1934.

*Le Directeur général de la justice
et de l'intérieur,*
Norb. Dumont.

Beschluß vom 27. Februar 1934, wodurch das Reglement vom 13. August 1915, über die Frauenbedienung in Hotels und Schankwirtschaften, auf die Gemeinde Schüttringen anwendbar gemacht wird.

Der General-Direktor der Justiz
und des Innern,

Nach Einsicht des Art. 9 des Großh. Beschlusses vom 13. August 1915, betreffend die Frauenbedienung in Hotels und Schankwirtschaften ;

Nach Einsicht des Gutachtens der General-Staatsanwaltschaft ;

B e s c h l i e ß t :

Art. 1. Die Art. 1 bis 6 des obengenannten Beschlusses sind auf die Gemeinde Schüttringen anwendbar.

Die in dieser Gemeinde ansässigen Gast- und Schankwirte haben sich, zutreffendenfalls, den vorerwähnten Bestimmungen binnen Monatsfrist nach Veröffentlichung dieses Beschlusses zu fügen.

Art. 2. Eine Ausfertigung dieses Beschlusses wird dem Hrn. General-Staatsanwalt zur Kenntnisnahme und dem Herrn Distriktskommissar von Luxemburg zwecks Zustellung an die interessierte Gemeinde zugesandt.

Luxemburg, den 27. Februar 1934.

Der General-Direktor der Justiz
und des Innern,
Norb. Dumont.

Avis. — Convention internationale sur le régime fiscal des véhicules automobiles étrangers. — Les Pays-Bas ont ratifié la Convention prémentionnée, signée à Genève, le 30 mars 1931 (*Mémorial* 1933, p. 157 ss.)

L'instrument de ratification par S.M. la Reine des Pays-Bas a été déposé au Secrétariat de la Société des Nations, le 16 janvier 1934.

La ratification est donnée pour le Royaume en Europe, les Indes néerlandaises, le Surinam et Curaçao. — 8 mars 1934.

Avis. — Convention de droit international privé. — D'après une communication du Gouvernement néerlandais, les Gouvernements suédois et allemand ont dénoncé la Convention pour régler les conflits de lois et de juridictions en matière de divorce et de séparation de corps, conclue à La Haye, le 12 juin 1902 (*Mémorial* 1904, p. 557 ss.)

Ces dénonciations produiront leurs effets à l'égard de la Suède et de l'Allemagne, le 1^{er} juin 1934. — 5 mars 1934.

Avis. — Administration communale. — Par arrêté grand-ducal du 5 mars 1934, démission honorable a été accordée, sur sa demande, à M. le Dr Nicolas *Fettes*, médecin, à Luxembourg, de ses fonctions d'échevin de la ville de Luxembourg. — 6 mars 1934.

Avis. — Crédit foncier de l'Etat. — Grand-Duché de Luxembourg.

En suite du 3^e tirage au sort du 5 mars 1934, les obligations communales 5%, série VI, dont les numéros suivent, sont remboursables au 15 avril 1934, date dès laquelle l'intérêt cessera de courir.

Le remboursement se fait au pair, sans irais et contre remise des titres munis du talon et de tous les coupons à échoir (n^o 7 du 15 octobre 1934 et ss.), soit à Luxembourg, aux guichets du Crédit foncier de l'Etat et de tous les bureaux auxiliaires de la Caisse d'épargne, soit à Amsterdam aux guichets des banques ci-après : Mendelssohn & Cie, Amsterdam ; Nederlandsche Handel-Maatschappij N. V. ; Pierson & Cie.

Les numéros des obligations sorties au 3^{me} tirage sont les suivants :

Litt. C, 60 obligations de 1000 fr.

15	208	292	548	763	905	1241	1520	1812	1982
20	221	312	568	824	906	1285	1634	1830	2010
29	264	346	580	832	966	1313	1659	1880	2053
93	275	381	598	837	996	1351	1665	1944	2118
107	277	383	601	887	1056	1452	1715	1946	2323
157	284	463	712	889	1165	1498	1761	1952	2469

Litt. D, 46 obligations de 5000 fr.

34	232	463	578	917	1061	1238	1432	1642	1888
56	266	473	593	925	1115	1323	1546	1652	—
143	340	479	656	930	1120	1330	1568	1824	—
156	398	524	873	956	1132	1342	1576	1827	—
201	459	544	894	983	1173	1405	1635	1881	—

Litt. E, 87 obligations de 10.000 fr.

19	307	711	1006	1356	2100	2419	2794	3163	3598
22	310	732	1016	1399	2160	2453	2835	3268	3634
62	327	780	1029	1501	2162	2474	2880	3309	3664
88	431	796	1120	1641	2280	2530	2898	3403	3678
165	484	851	1222	1663	2289	2604	2967	3433	3703
186	586	866	1235	1683	2290	2613	3013	3549	3712
225	621	889	1280	1860	2339	2626	3051	3574	—
286	690	926	1334	2020	2354	2699	3056	3595	—
289	700	957	1342	2032	2380	2732	3159	3597	—

Non réclamés.

Les obligations suivantes n'ont pas encore été présentées au remboursement :

Du 1^{er} tirage (1^{er} mars 1932) *Litt. C* de 1000 fr., n^o 1990, remboursable au 15 avril 1932, coup. n^o 3 du 15 octobre 1932 et ss. attachés.

Du 2^e tirage (1^{er} mars 1933) *Litt. C* de 1000 fr., n^o 734 et *Litt. D* de 5000 fr., n^o 1578, remboursables au 15 avril 1933, coup. n^o 5 du 15 octobre 1933 et ss. attachés.

Arrêté du 6 mars 1934, portant institution des commissions officielles pour l'examen des apprentis des métiers pour la première session 1934.

Le Directeur général du travail et de la prévoyance sociale,

Vu l'art. 22 de la loi du 5 janvier 1929 sur l'apprentissage ;

Vu les propositions de la Chambre des artisans ;

Arrête :

Art. 1^{er}. Sont nommés membres des commissions instituées pour l'examen des apprentis des métiers pour la première session 1934 :

1^{re} commission : *Bouchers.*

- a) Président : M. *Weber* François, maître-boucher, Luxembourg-Neudorf ;
- b) Membres effectifs : MM. *Cerf* Maurice, maître-boucher, avenue Monterey, Luxembourg ; *Sand* Dominique, maître-boucher, rue du Brill, Esch-s.-Alz. ; *Decker* Johnny, maître-boucher, rue du Marché, Diekirch, *Thiry* Jos., maître-boucher, place du Marché, Differdange ;
- c) Membre suppléant : M. *Molitor* Gustave, maître-boucher, rue Wallis, Luxembourg.

2^{me} commission : *Boulangers.*

- a) Président : M. *Neyens* Paul, maître-boulangier, Grand'rue, Luxembourg ;
- b) Membres effectifs : MM. *Bolmer* Dominique, maître-boulangier, rue de la Gare, Esch-sur-Alzette ; *Braun* Michel, maître-boulangier, avenue Monterey, Luxembourg ; *Meyers* Emile, maître-boulangier, rue Philippe, Luxembourg ; *Wagener* J.-P., maître-boulangier, rue Michel Rodange, Esch-sur-Alzette ;
- c) Membre suppléant : M. *Theisen* Paul, maître-boulangier, avenue de l'Arsenal, Luxembourg.

3^{me} commission : *Confiseurs-pâtisseries et traiteurs.*

- a) Président : M. *Namur* Georges, maître-confiseur, Grand'rue, Luxembourg ;
- b) Membres effectifs : MM. *Bertogne* François, maître-confiseur, Grand'rue, Luxembourg ; *Bouwart* Adolphe, maître-traiteur, Grand'rue, Luxembourg ; *Henckes* André, maître-confiseur, Place d'Armes, Diekirch ; *Scholl* Conrad, maître-confiseur, avenue de la Gare, Differdange ;
- c) Membre suppléant : M. *Muller* Paul, maître-confiseur, avenue de la Gare, Luxembourg.

4^{me} commission : *Coiffeurs et coiffeuses.*

- a) Président : M. *Schmit* Adolphe, patron-coiffeur, place Wallis, Luxembourg ;
- b) Membres effectifs : MM. *Junio* Tim, patron-coiffeur, Grand'rue, Luxembourg ; M^{me} *Pozzi-Fey*, coiffeuse, rue de l'Alzette, Esch-sur-Alzette ; M^{me} *Weis* Pierre, coiffeuse, rue de la Gare, Esch-sur-Alzette ; *Schmit* François, patron-coiffeur, galerie de la Gare, Luxembourg-gare ;
- c) Membre suppléant : M. *Klob* Lucien, patron-coiffeur, place de la Gare, Luxembourg.

5^{me} commission : *Cordonniers.*

- a) Président : M. *Schulté* Joseph, maître-cordonnier, avenue Pasteur, Luxembourg ;
- b) Membres effectifs : MM. *Brandenburger* Jacques, maître-cordonnier, Montée Tour Jakob, Clausen ; *Ludwig* Jean, maître-cordonnier, Itzig ; *Staudt* Charles, maître-cordonnier, rue Marie-Thérèse, Luxembourg ; *Wilhelm* Jean, maître-cordonnier, rue de Bonnevoie, Bonnevoie ;
- c) Membre suppléant : M. *Pastoret* Nic., maître-cordonnier, Eich.

6^{me} commission : *Electriciens.*

- a) *Président* : M. *Feyen* Nicolas, maître-électricien, rue d'Anvers, Luxembourg ;
- b) Membres effectifs : M. *Hamelius* Emile, maître-électricien, rue des Girondins, Hollerich ; *Medinger* Ernest, maître-électricien, place Dargent, Eich ; *Scheid* Nicolas, maître-électricien, route d'Arion, Luxembourg ; *Wagner* J.-P., maître-électricien, Allée Scheffer, Luxembourg ;
- c) Membre suppléant : M. *Pommerell* Martin, maître-électricien, avenue de la Gare, Luxembourg-gare.

7^{me} commission : *Ferblantiers et couvreurs.*

- a) *Président* : M. *Schmit* Jos., maître-ferblantier, rue Aldringer, Luxembourg ;
- b) Membres effectifs : MM. *Karp* Jacques, maître-couvreur, boulevard du Prince, Luxembourg ; *Pommerelle* J.-P., maître-ferblantier-installateur, rue d'Esch, Luxembourg ; *Weyler* Jacques, maître-couvreur, rue Victor Hugo, Luxembourg ; *Weynandt* Pierre, maître-ferblantier-installateur, route d'Esch, Luxembourg ;
- c) Membre suppléant : M. *Brimeyer* Nic., maître-ferblantier, rue Neyperg, Luxembourg.

8^{me} commission : *Menuisiers, charrons et sculpteurs.*

- a) *Président* : M. *Lamberty* Nic., maître-menuisier, rue de l'Eau, Bettembourg ;
- b) Membres effectifs : MM. *Capesius* Thomas, maître-menuisier, Hespérange ; *Dupont* J.-P., maître-menuisier, Aspelt ; *Plassiart* Gustave, maître-sculpteur, rue de l'Hippodrome, Bonnevoie ; *Steil* Michel, maître-charron, Mühlenweg, Hollerich ;
- c) Membre suppléant : M. *Schnitgen* Alphonse, maître-sculpteur, rue Wiltheim, Luxembourg.

9^{me} commission : *Peintres.*

- a) *Président* : M. *Lentz* Corneille, maître-peintre, Grand'rue, Luxembourg ;
- b) Membres effectifs : MM. *Freylinger* Ferdinand, maître-peintre, rue de la Boucherie, Luxembourg ; *Kohn* Jean, maître-peintre, rue de Feulen, Ettelbruck ; *Schock* Paul, maître-peintre, rue Marché-aux-Herbes, Luxembourg ; *Scholtes* Alphonse, maître-peintre, Eich ;
- c) Membre suppléant : M. *Weumerskirch* Pierre, maître-peintre, rue Philippe, Luxembourg.

10^{me} commission : *Serruriers, forgerons et mécaniciens.*

- a) *Président* : M. *Daman* Mathias, maître-forgeron, rue de Feulen, Ettelbruck ;
- b) Membres effectifs : MM. *Funck* Philippe, maître-serrurier, rue des Bains, Luxembourg ; *Haagen* Michel, maître-serrurier, rue Guillaume Schneider, Limpertsberg ; *Thall* Mathias, maître-forgeron, Asselborn ; *Pastore* Jean, maître-forgeron, Bascharage ;
- c) Membre suppléant : M. *Scholer* François, maître-forgeron, Luxembourg-Neudorf.

11^{me} commission : *Tailleurs, tailleuses et modistes.*

- a) *Président* : M. *Kolmesch* François, maître-tailleur, rue des Bains, Luxembourg ;
- b) Membres effectifs : M. *Conter* Nic., maître-tailleur, rue d'Anvers, Luxembourg ; M^{me} *Berweiler-Rischar*d Anne, maître-tailleuse, boulevard du Viaduc, Luxembourg ; M^{me} *Fausch-Muller* Joséphine, maître-tailleuse, boulevard de l'Alzette, Luxembourg ; Mlle *Trausch* Elise, maître-modiste, rue Beck, Luxembourg ;
- c) Membre suppléant : M. *Weber* Michel, maître-tailleur, rue Elisabeth, Hollerich.

12^{me} commission : *Typographes et relieurs.*

- a) *Président* : M. *Munshausen* Charles, maître-imprimeur, rue de Rollingergrund, Luxembourg ;

b) Membres effectifs : MM. *Dufays* Jacques, maître-relieur, rue des Bains, Luxembourg ; *Faber* Paul, maître-imprimeur, Grevenmacher ; *Linden* Pierre, maître-imprimeur, Grand'rue, Luxembourg ; *Nicolay* Albert, maître-imprimeur, Eich ;

c) Membre suppléant : M. *Lorang* Antoine, maître-imprimeur, Vianden.

Art. 2. Sont adjoints aux commissions prédésignées, à titre d'experts avec voix consultative :

MM. D^r *Ferdinand Weyland*, secrétaire de la Chambre des artisans, Luxembourg ; *Jérôme* Jean, professeur à l'école d'artisans, Luxembourg ; *Robert* Aloyse, professeur à l'Institut Emile Metz, Dommeldange.

Art. 3. Le présent arrêté sera publié au *Mémorial* ; un extrait en sera transmis à chacun des intéressés pour lui servir de titre.

Luxembourg, le 6 mars 1934.

*Le Directeur général du travail
et de la prévoyance sociale,*

P. Dupong.

Avis. — Jury d'examen. — Le jury d'examen pour la médecine se réunira en session extraordinaire du 20 mars au 30 avril 1934, dans une des salles du Laboratoire bactériologique à Luxembourg, à l'effet de procéder à l'examen de MM. *Nicolas Schleich* de Wiltz, *Léon Schleimer* d'Esch-s.-Alz., récipiendaires pour la candidature en médecine ; MM. *Ferdinand Dennewald* de Hollerich, *Paul Moitzheim* de Luxembourg, *Emile Stoltz* de Bœvange-s.-Attert, récipiendaires pour le doctorat en médecine ; MM. *Maurice Pesch* de Pétange, *Albert Oberlinkels* de Hosingen, *Joseph Weydert* de Hollerich, *Maurice Wilwers* de Luxembourg, *Félix Worré* de Niederanven, récipiendaires pour le doctorat en chirurgie ; MM. *Jean-Henri Behm* de Saeul, *Joseph Weydert* de Hollerich et *Félix Worré* de Niederanven, récipiendaires pour le doctorat en accouchement.

Les épreuves auront lieu dans l'ordre suivant : mardi, le 20 mars, de 9 h. du matin à midi et de 3 à 6 h. de relevée, examen écrit pour la candidature et le doctorat en médecine et pour le doctorat en chirurgie ; jeudi, le 22 mars, à 2½ h., examen oral de M. *Schleich* ; le même jour, à 4 h., examen oral de M. *Schleimer* ; samedi, le 24 mars, à 2½ h., examen pratique de MM. *Schleich* et *Schleimer* ; lundi, le 9 avril, à 2½ h., examen oral de M. *Dennewald* ; le même jour, à 4 h., examen oral de M. *Moitzheim* ; mercredi, le 11 avril, à 2½ h., examen oral de M. *Stoltz* ; vendredi, le 13 avril, à 2½ h., examen pratique de MM. *Dennewald*, *Moitzheim* et *Stoltz* ; lundi, le 16 avril, à 2½ h., examen oral de M. *Pesch* ; le même jour, à 4 h., examen oral de M. *Oberlinkels* ; mercredi, le 18 avril, à 2½ h., examen oral de M. *Weydert* ; le même jour, à 4 h. examen oral de M. *Wilwers* ; vendredi, le 20 avril, à 2½ h., examen oral de M. *Worré* ; lundi, le 23 avril, à 2½ h., examen pratique de MM. *Pesch*, *Oberlinkels*, *Weydert*, *Wilwers* et *Worré* ; mercredi, le 25 avril, de 2 à 6 h. de relevée, examen écrit pour le doctorat en accouchement ; vendredi, le 27 avril, à 2 h., examen oral et pratique de M. *Behm* ; le même jour, à 4 h., examen oral et pratique de M. *Weydert* ; lundi, le 30 avril, à 2 h. de relevée, examen oral et pratique de M. *Worré*. — 6 mars 1934.

Avis. — Programme de l'examen d'admission aux Ecoles normales. — Par dérogation à l'arrêté du 3 février 1931, l'examen d'admission aux écoles normales comprendra en français, à la session de juillet 1934, outre une épreuve orale, les deux épreuves écrites ci-après : 1^o une rédaction sur canevas, tant pour les aspirants que pour les aspirantes ; 2^o pour les aspirants : un thème grammatical portant sur le programme de grammaire de la V^{me} classe des gymnases ; pour les aspirantes : une dictée grammaticale, portant sur le programme de grammaire de la V^{me} classe des lycées de jeunes filles. — 8 mars 1934.

Avis. — Assurance-maladie. — Par arrêtés de M. le Directeur général du travail et de la prévoyance sociale en date du 2 mars 1934, les modifications suivantes de statuts des caisses de maladie ont été approuvées.

A. — **Toutes les caisses de maladie :** Les statuts sont à adapter de droit aux dispositions de la loi du 6 septembre 1933, modificative de la loi du 17 décembre 1925, concernant le Code des assurances sociales.

En exécution du n° 6 de l'article unique de ladite loi, les articles afférents des statuts seront modifiés comme suit :

Caisses régionales : Art. 19 ; Caisses patronales : Art. 16 ; Caisse de maladie des Chemins de fer Guillaume-Luxembourg : art. 14, n° 1 ; Caisse de maladie des Chemins de fer Prince Henri : Art. 17 : « Schwangere, die binnen 12 Monaten vor der Niederkunft während mindestens 6 Monaten versichert waren, haben Anrecht auf :

1. Hebammenhilfe und, nötigenfalls, ärztliche Hilfe, bei der Niederkunft ;
2. eine geldliche Unterstützung, in Höhe des Krankengeldes, während 6 Wochen vor und 6 Wochen nach der Niederkunft.

Auf Grund einer ärztlichen Bescheinigung, daß die Niederkunft binnen 6 Wochen zu erwarten ist und einer Bescheinigung des Arbeitgebers, daß die Versicherte nicht arbeitet, wird die geldliche Unterstützung für die Zeit vor der Niederkunft, vom Datum der ärztlichen Bescheinigung bis zur Niederkunft gewährt, also bei irrtümlicher Schätzung des Arztes, auch über die normale sechswöchige Frist hinaus. Die vorerwähnte ärztliche Bescheinigung darf bei der Vorlegung nicht über 8 Tage alt sein.

3. ein Stillgeld in Höhe von usw. »

Caisses régionales : Art. 32, n° 2, al. 1^{er} et 2 ; Caisses patronales : Art. 29, n° 2, al. 1^{er} et 2 ; Caisse de maladie des chemins de fer Guillaume-Luxembourg : art. 14, n° 3 ; Caisse de maladie des Chemins de fer Prince Henri : art. 30, n° 2, al. 1 et 2 :

« Die Barleistungen der Wochenhilfe werden, wie folgt, ausgezahlt : Die für die Zeit nach der Niederkunft geschuldete Unterstützung, — das eigentliche Wochengeld — zum ersten Male an dem auf die Niederkunft folgenden Zahltag, gegen Vorlegung einer Bescheinigung des Standesamtes über die Anzeige der Geburt. Die weiteren Zahlungen erfolgen abschnittsweise an den folgenden Krankengeld-Zahltagen. Dasselbe gilt für die Zahlung des Stillgeldes. Die geldliche Unterstützung für die Zeit vor der Geburt — Schwangerengeld — wird bei Arbeitseinstellung, gegen Vorzeigung der erforderlichen Bescheinigungen, ebenfalls abschnittsweise, an den auf die Arbeitseinstellung folgenden gewöhnlichen Krankengeldzahltagen, im anderen Falle für die ganze sechswöchige Periode nach der Niederkunft und zwar zusammen mit dem ersten Wochengeld ausgezahlt.

B. Application de la disposition du n° 5 de l'article unique de la loi du 6 septembre 1933 : Refus des secours pour les maladies ayant existé avant l'affiliation à une caisse.

Les articles afférents des caisses ci-après désignées :

1° *Caisses régionales :*

- Capellen, décision de l'assemblée générale du 17 décembre 1933 ;
- Clervaux, décision de l'assemblée générale du 17 décembre 1933 ;
- Differdange, décision de l'assemblée générale du 14 décembre 1933 ;
- Echternach, décision de l'assemblée générale du 11 décembre 1933 ;
- Grevenmacher, décision de l'assemblée générale du 11 décembre 1933 ;
- Mersch, décision de l'assemblée générale du 10 décembre 1933 ;
- Remich, décision de l'assemblée générale du 10 décembre 1933 ;

2° *Caisses patronales :*

- Arbed Usines Dudelange, décision de l'assemblée générale du 18 janvier 1934 ;

Arbed Usines Esch, décision de l'assemblée générale du 12 décembre 1933 ;
 Arbed Minières Esch, décision de l'assemblée générale du 22 décembre 1933 ;
 Hadir, Differdange, décision de l'assemblée générale du 5 janvier 1933 ;
 Ougrée-Marihaye, décision de l'assemblée générale du 5 janvier 1933 ;
 Terres-Rouges, décision de l'assemblée générale du 29 décembre 1933 ;
 Prince Henri, décision de l'assemblée générale du 13 décembre 1933 ;
 Fabrique de cuir « Idéal », décision de l'assemblée générale du 10 décembre 1933,

auront l'ajoute suivante :

Caisses régionales : art. 31, n° 4 ; caisses patronales : art. 28, n° 4 ; caisse de maladie des Chemins de fer Prince Henri : art. 29, n° 4 :

« Jede Leistung für Krankheiten versagen, die bereits vor Beginn der Mitgliedschaft bei einer Krankenkasse bestanden haben.

Die Bestimmung ist anwendbar auf Versicherte, die seit mehr als 18 Monaten nicht mehr bei einer inländischen Krankenkasse versichert waren. Ihre Wirkung beschränkt sich auf die ersten 12 Monate der Mitgliedschaft bei inländischen Krankenkassen. Zwecks Durchführung der Bestimmung haben die vorerwähnten Versicherten sich gemäß den Anordnungen der Kasse zur kontrollärztlichen Untersuchung zu stellen».

C. — Autres modifications de dispositions statutaires.

Caisse régionale de maladie de Clervaux. (Décision de l'assemblée générale du 17 décembre 1933.)

Art. 17. Das Krankengeld wird vom 1. Tage der Krankheit an gewährt, bei Krankheiten die länger als 8 Tage dauern, bei solchen, die zum Tode führen und bei solchen, die durch Betriebsunfall verursacht worden sind.

Art. 18a. Bei Krankenhauspflege wird für die Familienangehörigen ein Hausgeld im Betrage des Krankengeldes gewährt.

Art. 21. Die Kasse gewährt den Versicherten : a) für Zahnziehen zwecks Anfertigung einer Prothese, pro Zahn oder Wurzel : 10 Fr., im Ganzen höchstens 80 Fr. ; b) einen Zuschuß von 20 Fr. pro Zahnplombe und Ersatzzahn.

Art. 22. Die Kasse gewährt für die Familienangehörigen : a) für Zahnziehen zwecks Anfertigung einer Prothese, pro Zahn oder Wurzel : 10 Fr., im Ganzen höchstens 40 Fr. ; b) bei Operationen, 50% der Kosten, bis zum Höchstbetrage von 1000 Fr. ; c) als Wochenhilfe den 18fachen Betrag des Krankengeldes.

Art. 24, Abs. 1. Die Karenzzeit für den Anspruch auf Mehrleistungen ist auf 6 Monate festgesetzt.

Caisse régionale de maladie de Differdange. (Décision de l'assemblée générale du 14 décembre 1933.)

Art. 21. Die Bestimmung, wonach bei Krankheitsfällen außer Spital ein Krankengeld in Höhe von zwei Drittel des Grundlohnes gewährt wird : 1. ab 1. Tag der Arbeitsunfähigkeit, wenn diese mehr als 13 Wochen dauert ; 2. ab 5. Woche der Arbeitsunfähigkeit in den anderen Fällen, gilt ab 1. Januar 1934 für ein weiteres Jahr.

Caisse régionale de maladie de Grevenmacher. (Décision de l'assemblée générale du 11 décembre 1933.)

Art. 22, Nr. 3. Auf kontrollärztliches Gutachten, daß der Eintritt in eine Entbindungsanstalt notwendig ist, gewährt die Kasse für die Ehefrauen Versicherter die Hälfte des nach Rechnungsprüfung festgestellten Betrages der Aufenthaltskosten in der Anstalt, höchstens aber 600 Fr.

La modification qui précède est valable à partir du 1^{er} janvier 1934.

Le texte des modifications publié au *Mémorial* du 21 octobre 1933 est rectifié comme suit :

Art. 22. Nr. 2. « Bei Krankheiten 50% der Arzt- u. Arzneikosten ; bei Geburten 50% der Arztkosten und der Medikamente, die von dem bei der Geburt beteiligten Arzt verordnet werden.

In jedem einzelnen Falle der Inanspruchnahme des Arztes ist vorgängig bei der Kasse ein Ticket zu lösen. Die Preise der Tickets betragen : a) für eine Konsultation : 1 Fr. ; b) für einen Hausbesuch : 2 Fr. ; c) für Reisen des Arztes : pro Doppelkilometer : 1 Fr., im Ganzen höchstens 5 Fr.

Caisses régionale de maladie de Luxembourg. (Décision de l'assemblée générale du 20 décembre 1933.)

Art. 17. Die Versicherten haben im Krankheitsfalle auf nachstehende Regelleistungen Anspruch :

a) Auf ärztliche Behandlung vom Beginn der Krankheit an ; dieselbe begreift : 1. die ärztlichen Hilfeleistungen ; 2. die Versorgung mit Arznei, Brillen, Bruchbändern und anderen kleineren Heilmitteln ; 3. freie elektro-physikalische Heilbehandlung im Kassenambulatorium bei den ambulant behandelten Kranken, und in den Krankenhäusern und Kliniken bei den bettlägerigen Kranken ; 4. einen Zuschuß von 75% zu den Kosten der elektro-physikalischen Heilbehandlung der ambulant behandelten Kassenmitglieder, wenn diese Heilbehandlung sich aus zwingenden Gründen nicht im Kassenambulatorium durchführen läßt.

Art. 21. Die Kasse gewährt den pflichtversicherten Mitgliedern nachfolgende Mehrleistungen :

1. die in Art. 17a bezeichneten Leistungen während 52 Wochen ; hierbei ist die Bestimmung des Art. 8. Ziff. 2, Satzteil 2 über die Erweiterung der Unterstützungsdauer, bei späterem Eintritt der Erwerbsunfähigkeit, für die nach der 26. Unterstützungswoche liegende Zeit, nicht anwendbar.

2. Krankengeld, vom Tage der Arbeitsunfähigkeit ab, bei Krankheiten, die mehr als 8 Tage andauern, usw.

3. Ein Taschengeld in Höhe von einem Viertel des Krankengeldes usw.

4. ein Stillgeld, in Höhe des halben Krankengeldes, bis zum Ablauf der zwölften Woche nach der Entbindung.

5. nach beendigtem Heilverfahren, Hilfsmittel usw.

Abs. 3. — Für Heilmittel, die bestimmt sind, einen Krankheitsprozeß zu verhüten oder zu beheben, kann auf Gutachten des Kontrollarztes, und mit Zustimmung des Zentralausschusses, der Gesamtkostenbetrag von der Kasse übernommen werden ;

6. einen Zuschuß von 15 Fr. für den Ersatz eines jeden fehlenden Zahnes mittels Platte oder Stiftzahn, ohne daß die Gesamtzuwendung der Kasse für Prothesen, innerhalb dreier Jahre, vom Tage der ersten Zuwendung ab gerechnet, den statutarischen Höchstbetrag von 200 Fr. übersteigen kann.

Art. 22. Die Kasse gewährt den im Inlande behandelten versorgungsberechtigten Familienangehörigen der pflicht- und weiterversicherten Mitglieder :

a) — Bei interner und chirurgischer Behandlung :

1. einen Zuschuß von 70% der Minimalgebühren bei den in der amtlichen Gebührenordnung aufgeführten Verrichtungen, u. s. w.

NB. Bei interner Behandlung beschränkt sich der Zuschuß der Kasse auf zusammen 3 Konsultationen und Besuche pro Woche. Bei besonders schweren Erkrankungen, die durch ein ausführlich begründetes Attest des behandelnden Arztes zu belegen sind, entscheidet der Vorstand, auf das zustimmende Gutachten des Kontrollarztes, usw.

3. einen Zuschuß von 70% für die ausschließlich zu Operationszwecken benötigten Medikamente, usw.

b) — Bei geburtshilflichen und gynäkologischen Verrichtungen :

1. Einen Zuschuß von 70% der Minimalgebühr bei den sub T^o 120—140 der amtlichen Gebührenordnung aufgeführten Verrichtungen.

NB. Bei den sub T^o 121, 124, 125 und 138 aufgeführten Verrichtungen wird der Zuschuß nur auf Grund

eines vorgängigen, ausführlich begründeten Attestes des ärztlichen Geburtshelfers, auf das zustimmende Gutachten des Kontrollarztes, gewährt. Ueber die Zuwendung befindet der Vorstand von Fall zu Fall.

2. Freie Hebammenhilfe, nach den Minimalsätzen der amtl. Gebührenordnung, usw.
3. Freie Verpflegung in dritter Klasse in der staatl. Entbindungsanstalt und in den dieser gleichgestellten Anstalten in Differdingen, Düdelingen und Esch a. d. Alz., sowie in den Krankenhäusern, gemäß den für die Maternité geltenden Sätzen.
4. Einen Zuschuß von 70%, bis zu einem Maximalbetrag von 75 Fr., zu den bei den Entbindungen benötigten Medikamenten und Verbandsachen.
5. Eine Stillprämie usw.

c) — Im Sterbefall. — Ein Sterbegeld, das in Bruchteilen des Versichertensterbegeldes beträgt :
 $\frac{2}{3}$ beim Tode der Ehefrau,
 $\frac{1}{4}$ beim Tode eines weniger als 6 Monate alten Kindes,
 $\frac{1}{2}$ beim Tode eines zwischen 6 Monaten und 16. Jahren alten, oder bei Ueberschreitung dieses Alters, infolge einer Krankheit oder eines Gebrechens gänzlich erwerbsunfähig gebliebenen Kindes.

d) — Genehmigungspflichtige Leistungen. — Von dringenden, durch ein ärztliches Attest zu belegenden Fällen abgesehen, bedürfen der vorherigen Genehmigung durch die Kasse : 1. Jeder Arztwechsel bei einer und derselben Krankheit ; 2. die Hinzuziehung eines zweiten Arztes ; 3. die Röntgen-Aufnahmen und Durchleuchtungen ; 4. die Aufnahme in das Krankenhaus ; 5. die Krankentransporte ; 6. die Operationen, sowie die Hinzuziehung eines Assistenzarztes ; 7. sämtliche Verrichtungen der Masseure und Krankenpfleger.

Verstöße gegen vorstehende Bestimmungen ziehen den Verlust der Kassenleistungen nach sich.

e) — Gewährung der Leistungen. — Familienhilfe für die versorgungsberechtigten Familienangehörigen wird nur auf Grund eines bei der Kasse erhältlichen Familien-Behandlungsscheins gewährt, der, unter Vorlegung einer durch den Arbeitgeber des Mitgliedes auszustellenden Arbeitsbescheinigung, sowie einer standesamtlichen Bescheinigung über den Familienstand, bezw. des Familienbuches bei Kindern, vor Inanspruchnahme der Hilfeleistungen, an den Schaltern der Kasse, oder schriftlich, zu verlangen ist.

Art. 32. Das Krankengeld wird, mit Ausnahme der Sonn- und gesetzlichen Feiertage, täglich von 9 bis 12 Uhr vormittags ausbezahlt, und zwar gegen Vorlegung des vom behandelnden Arzt oder dem Kontrollarzt ausgestellten Krankengeldcoupons, der neben der Erwerbsunfähigkeitsdauer die Unterschrift des Arbeitgebers und des Mitgliedes, oder dessen Bevollmächtigten tragen muß.

Bei den mehr als 8 Tage andauernden Erkrankungen erfolgt die Krankengeldzahlung jede Woche für die abgelaufene Periode von 6 Wochentagen, am gleichnamigen Tage, an dem das Krankenbuch ausgestellt wurde, bei den weniger als 8 Tage andauernden Erkrankungen, sowie nach Ablauf der Erwerbsunfähigkeit, am Tage vor dem Wiedereintritt der Erwerbsfähigkeit.

Das Krankengeld muß, unter Strafe, jede Woche, bei Mitgliedern, die außerhalb des Stadtgebiets von Groß-Luxemburg wohnen, spätestens alle 14 Tage, bei Wiedereintritt der Erwerbsfähigkeit am letzten Tage der Erwerbsunfähigkeit erhoben werden, wobei das gegenstandslos gewordene Krankenbuch, das Eigentum der Kasse ist, an diese abgeliefert werden muß.

Im ersten Krankengeldcoupon ist der Beginn der Krankheit, usw.

Bei Krankenhauspflege wird das Hausgeld usw.

Art. 36. Die Beitreibung durch die Steuer- und Accisenverwaltung geschieht in dreimonatigen Zeitabschnitten.

Art. 38. Der Beitragssatz beträgt bis auf weiteres 3.9% des Grundlohnes.

Les modifications qui précèdent resteront en vigueur du 1^{er} mars 1934 au 28 février 1935.

Caisse régionale de maladie de Mersch. (Décision de l'assemblée générale du 10 décembre 1933.)

Art. 22. Die Kasse gewährt für die Ehefrauen Versicherter, die der Kasse seit wenigstens 6 Monaten

angehören oder innerhalb der letzten 12 Monate während 6 Monaten bei einer andern Kasse auf Familienwochenhilfe Anspruch hatten, bei Entbindungen eine feste Entschädigung von 150 Fr.

Caisse régionale de maladie de Remich. (Décision de l'assemblée générale du 10 décembre 1933.)

Art. 38. Der Beitragssatz beträgt 4% des Grundlohnes.

Caisse régionale de maladie de Wiltz. (Décision de l'assemblée générale du 8 janvier 1934.)

Art. 21. Die Kasse gewährt den Versicherten als Mehrleistung :
6^e ab 4. Woche der Arbeitsunfähigkeit Krankengeld für jeden Kalendertag.

Caisse de maladie Arbed, Usines Dommeldange. (Décision de l'assemblée générale du 31 janvier 1934.)

Art. 36. Der Beitragssatz ist für das Jahr 1934 auf 3,9% des Grundlohns festgesetzt.
L'art. 33 est modifié en conséquence.

Caisse de maladie Arbed, Usines d'Esch. (Décision de l'assemblée générale du 12 décembre 1933.)

Art. 14, al. 1. Die Beteiligung der arbeitsfähigen Kranken an den Kosten für Arzneimittel, Brillen, Bruchbänder, usw., ist auf 20% herabgesetzt.

b) Nach dem ersten Satz wird eingefügt : « Das Krankengeld wird ab 4. Woche der Arbeitsunfähigkeit auf 60% des Grundlohns erhöht. Die Erhöhung gilt nicht für ledige Versicherte ohne Familienlasten, die in einem Krankenhaus, Sanatorium oder Genesungsheim untergebracht sind. — (La majoration restera en vigueur du 1^{er} janvier au 31 décembre 1934.)

Art. 18, Nr. 3. « Bei Medizinalbädern, Massagen..... gehen 20% zu deren Lasten.

Art. 19, Nr. 4. « 80% der Gesamtkosten für Arznei und sonstige Heilmittel.....
Bei Anschaffung von Brillen gibt die Kasse einen Zuschuß von 18 Fr. pro Brille».

Nr. 9. « Bei Medizinalbädern, Massagen..... gehen 20% zu Lasten der Interessenten.

Caisse de maladie Arbed, Minières Esch-s.-Alz. (Décision de l'assemblée générale du 22 décembre 1933.)

Die durch Beschluß vom 29. Dezember 1932 genehmigten Mehrleistungen bleiben für ein weiteres Jahr in Kraft.

Les modifications concernant les caisses de Clervaux, Mersch, Wiltz, Dommeldange et Usines Esch/Alz. sont valables à partir du 1^{er} janvier 1933.

Luxembourg, le 2 mars 1934.

Avis. — Règlements communaux. — En séance du 15 novembre 1933, le conseil communal de Putscheid a édicté un règlement sur la conduite d'eau de la section de Weiler. — Ce règlement a été dûment approuvé et publié. — 7 mars 1934.

— En séance du 9 février 1934, le conseil communal de Grosbous a édicté un règlement portant nouvelle fixation des taxes d'eau pour la section de Dellen. — Ce règlement a été dûment approuvé et publié. — 7 mars 1934.

Caisse d'épargne. — Déclarations de perte de livrets. — Aux dates des 2 et 3 mars 1934, les livrets n^{os} 4156 et 236778 ont été déclarés perdus.

Les porteurs des dits livrets sont invités à les présenter dans la quinzaine à partir de ce jour, soit au bureau central, soit à un bureau auxiliaire quelconque de la Caisse d'épargne et à faire valoir leurs droits.

Faute par les porteurs de ce faire dans le dit délai, les livrets en question seront déclarés annulés et remplacés par des nouveaux. — 5 mars 1934.

Agents d'assurances agréés pendant le mois de février 1934.

N° d'ordre	Nom et adresse	Agent	Compagnies d'assurances	Date
1	Jennequin Pierre, représentant de commerce, Diekirch.	Agent	Propriétaires Réunis, Bruxelles (Incendie). Compagnie d'Assurances Générales, Paris (Vie, Accidents, Vol, Risques divers).	7
2	Herrmann Edgard, négociant, Esch-s.-Alz., rue de l'Alzette, n° 58.	»	id.	7
3	Dupont Jean-Pierre, menuisier, Aspelt.	»	La Luxembourgeoise.	7
4	Borschette Pierre, étudiant, Rollingergrund rue François Boch, n° 163.	»	Deutsche Lebensversicherung. G. A. G.	7
5	Bodeving-Rhein André, cafetier et coiffeur, Remich.	»	Société Générale d'Assurances et de Crédit Foncier.	7
6	Baulesch Pierre, commerçant, Diekirch, rue du Palais.	»	La Bâloise (Incendie).	7
7	Michels Michel, commerçant, Clervaux.	»	Le Foyer.	7
8	Nilles Adolphe, employé, Luxembourg- Cesange.	»	La Paternelle (Incendie, Vie et Accidents).	15
9	Hansen Pierre, employé au chemin de fer en retraite, Wasserbillig.	»	Deutsche Lebensversicherung. G. A. G.	15
10	Mes Jean-Pierre, cafetier, Colmar-Berg.	»	id.	17
11	Blau-Reuter Nicolas, employé au chemin de fer en retraite, Troisvierges, Grande- rue.	»	id.	17
12	Zahn Emile, Esch-s.-Alz., rue des Mines, n° 42.	»	id.	17
13	Thilges Camille, représentant, Lintgen.	»	id.	17
14	Steffen Joseph, industriel, Mondorf-les- Bains.	»	La Luxembourgeoise.	17
15	Tompers Jean, menuisier, Perlé.	»	La Fédérale, Zürich (Incendie). Le Patrimoine, Paris (Accidents et Vie).	17
16	Werb René, mécanicien, Luxembourg.	»	La Paternelle (Incendie, Vie et Accidents).	17
17	Scholze Louis, employé, Luxembourg- Hollerich, rue de Hollerich, n° 117.	»	La Bâloise (Incendie).	17
18	Thill Pierre, agent d'assurances, Schieren.	»	id.	20
19	Winandy Pierre, clerc de notaire, Feulen.	»	id.	20
20	Feipel Aloyse, vigneron, Wellenstein.	»	id.	20
21	Kirpach Nicolas, ingénieur, Dudelange, route de Hellange, n° 21.	»	Deutsche Lebensversicherung. G. A. G.	20
22	Schmitz Joseph, électricien, Kayl, rue du Moulin.	»	id.	20
23	Theisen-Ourth Henri, décorateur, Luxem- bourg-Eich, rue Emile Metz, n° 19.	»	id.	20
24	Wampach Léon, agent d'assurances, Saeul.	»	id.	20
25	Zeimet Nicolas, agent d'assurances, Sand- weiler.	»	id.	20
26	Sibenaler-Benoît Pierre, cultivateur et vigneron, Greiveldange.	»	La Préservatrice.	20
27	Hoffmann Nicolas, propriétaire, Bigon- ville.	»	La Paternelle (Incendie, Vie et Accidents).	20
28	Kraetzer Ernest, inspecteur de la S. A. l'Épargne Immobilière, Bettembourg, rue Amélie, n° 12.	»	Le Foyer.	20

29	Joachim Léon, représentant de commerce, Bettembourg.	Agent	Le Foyer.	24
30	Nilles Jean, industriel, Esch-s.-Alz., rue Large, n° 44.	»	id.	24
31	Schneider Jean-Pierre-Eugène, inspecteur de la S. A. l'Épargne Immobilière, Bivange-lez-Berchem.	»	id.	24
32	Meyer François, agriculteur, Burmerange.	»	La Bâloise (Incendie).	24
33	Mackel Henri, technicien, Luxembourg-Hollerich, rue de la Fonderie, n° 17.	»	id.	24
34	Dentzer Philippe, chauffeur-mécanicien, Luxembourg-Gasperich.	»	id.	24
35	Hastert Pierre, Luxembourg, rue des Bains, n° 17a.	»	Compagnies Françaises « Le et Du Phénix », Paris (Vie et Incendie).	24
36	Bauler Nicolas, tailleur, Vianden.	»	id.	24
37	Probst Eugène, cultivateur, Schrondeweiler.	»	La Nationale Luxembourgeoise.	24
38	Thomé Marcel, industriel, Weidenmühle (Mondorf).	»	La Paternelle (Accidents, Vie et Indendie).	25
39	Hoffmann Jules, agent d'assurances, Luxembourg, rue Zithe, n° 46.	»	Deutsche Lebensversicherung. G. A. G.	25
40	Müller Jean, agent d'assurances, Calmus.	»	id.	28
41	Barnich Léon, agent d'assurances, Té-tange, rue de la Fontaine.	»	id.	28
42	Steinmetz Mathias, électricien, Waldbillig.	»	La Nationale Luxembourgeoise.	28

— 2 mars 1934.

Avis. — Service sanitaire.

Tableau des maladies contagieuses observées dans les différents cantons du 1^{er} au 28 février 1934.

N° d'ordre.	Cantons.	Fièvre typhoïde.	Fièvre paratyphoïde.	Diphthérie.	Coqueluche.	Scarlatine.	Variole.	Affections puerpérales.	Méningite infectieuse.	Dysenterie.	Encéphalite léthargique.	Tuberculose Décel.	Rougeole.	Polionyérite antérieure aiguë.	Trachome.
1	Esch.	1	—	5	3	11	—	—	—	—	—	4	—	—	—
2	Luxembourg-camp.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—
3	Diekirch.	—	1	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4	Redange.	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5	Wiltz.	1	—	—	—	3	—	—	—	—	—	1	—	—	—
6	Echternach.	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7	Grevenmacher.	—	—	—	1	3	—	—	—	—	—	2	11	—	—
8	Remich.	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Totaux...	2	1	5	5	22	—	—	—	—	—	8	11	—	—

7 mars 1934.

Relevé des faillites prononcées par les tribunaux de commerce de Luxembourg et de Diekirch, pendant le mois de février 1934.

N° d'ordre	Nom du failli	Date du jugement	Juges-commissaires	Curatateurs	La déclaration des créances est à faire jusqu'au	Vérification des créances
<i>Luxembourg.</i>						
1	Lagrange Jean, cafetier à Luxembourg.	2.2.1934	M. Als.	M ^e Majerus.	15.2.1934	23.2.1934
2	Weiss Jules, fourrures à Luxembourg.	7.2.1934	M. Schommer.	M ^e Beffort.	20.2.1934	28.2.1934
3	Van Bærle Othon-Maurice, exploitant à Mondorf-les-Bains le laboratoire chimique «Vanba».	20.2.1934	M. Schommer.	M ^e Schinhofen.	5.3.1934	14.3.1934
4	Hurst Joseph, articles électrothérapiques à Luxembourg.	20.2.1934	M. Als.	M ^e Schinhofen.	5.3.1934	14.3.1934
5	a) Société Wax & Cie. à Luxembourg, b) Schmit François, négociant à Lamadelaine.	24.2.1934	M. Als.	M ^e Metzler.	10.3.1934	20.3.1934

Observations. — La faillite *Willems* Valentin, électricien à Luxembourg, prononcée par jugement du tribunal de commerce de Luxembourg du 11 novembre 1933, a été rabattue, suivant arrêt de la cour supérieure de justice du 20 février 1934.

Diekirch.

6	Weber Jean, mercerie à Beaufort. Luxembourg, le 7 mars 1934.	9.2.1934	M. Treinen.	M ^e Onger.	27.2.1934	13.3.1934
---	---	----------	-------------	-----------------------	-----------	-----------